



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-troisième session  
17-23 mai 2007  
Almaty (Kazakhstan)

**QUESTIONS DE GESTION: ACTIVITÉS DES INSTITUTIONS RÉGIONALES**

(Point 7 b) de l'ordre du jour provisoire)

**CENTRE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT  
DES CULTURES SECONDAIRES EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE\***

*Note du secrétariat*

**RÉSUMÉ**

En 2006, le Centre pour la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique (CERPEDECS) a fait beaucoup pour améliorer ses résultats et consolider sa présence, en mobilisant des ressources en collaboration avec ses partenaires: pays membres, institutions internationales et donateurs potentiels.

Il a ainsi pu renforcer les capacités de ses ressources humaines, et améliorer sa viabilité financière ainsi que ses services aux clients. Les mesures prises pour renforcer les finances du Centre ont amené les pays membres à prendre en considération les demandes d'augmentation des contributions des pays; le Centre bénéficierait également d'un appui solide (en espèces et en nature) du Gouvernement de l'Indonésie, pays hôte.

Le Centre a renforcé ses services aux clients, ce qui a entraîné une augmentation très nette du nombre de fichiers téléchargés (43 000), ainsi qu'un développement de ses produits et des informations connexes diffusées par la voie électronique.

En 2006, huit projets ont été mis en œuvre au titre du programme de recherche-développement; neuf projets/activités ont été mis au point et proposés pour 2007 et au delà. Huit séminaires nationaux sur la diversification ont eu lieu dans huit pays de la région, et sept autres séminaires ont été organisés, y compris un séminaire national sur le développement du secteur agro-industriel s'appuyant sur les cultures secondaires en Indonésie. Ces séminaires ont réuni de hauts responsables gouvernementaux, des représentants du secteur privé et des exploitants agricoles. L'étude des ressorts de la pauvreté à long terme a ainsi pu démarrer sur des bases solides.

Les visites de pays ainsi que les séminaires, réunions et ateliers internationaux, ont permis de resserrer les relations avec les pays membres, les organisations internationales donatrices et les institutions partenaires de la région.

Pour l'année 2007, les priorités sont de renforcer les ressources humaines et les ressources affectées à la gestion du programme, d'élaborer des propositions de projet multipays, et de continuer d'accroître les contributions des pays membres. Le Conseil d'administration du Centre s'est réuni à Bogor (Indonésie) les 18 et 19 janvier 2007, a approuvé le programme de travail pour 2007 (sous réserve de l'inclusion des recommandations du Conseil d'administration), et a pris note des progrès accomplis par le Centre. Il a souligné que les pays membres devaient envisager d'accroître leurs contributions.

\* La finalisation du présent rapport a été sensiblement retardée par les problèmes persistants qui ont affecté le système de courrier électronique de la CESAP, faisant que les projets de texte et les révisions ont dû être renvoyés à plusieurs reprises entre Bogor (Indonésie) et Bangkok.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
INTRODUCTION .....	1
I.  PRINCIPAUX FAITS ET RÉSULTATS EN 2006 .....	1
A.  Administration du Centre .....	1
B.  Programme de service d'information et de base de données.....	3
C.  Programme de recherche-développement .....	3
II. TROISIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	4
III. ADMINISTRATION ET PROGRAMME DE TRAVAIL .....	5
IV. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS .....	5
V.  ANNONCES DE CONTRIBUTION ET CONTRIBUTIONS .....	7
 ANNEXES	
I.  Exécution du programme de travail en 2006.....	8
II. Programme de travail proposé pour 2008-2009 .....	16
III. Programme des activités pour 2007.....	17
IV. Contributions reçues en 2006 .....	19
V.  État des comptes du CERPEDECS .....	20

## INTRODUCTION

1. Le Centre pour la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Asie et dans le Pacifique (CERPEDECS) est un organe subsidiaire de la CESAP établi le 29 avril 1981. Il est situé à Bogor (Indonésie), conformément à l'accord de pays hôte conclu entre le Gouvernement indonésien et l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'article 16 des statuts révisés du Centre<sup>1</sup>, le présent document est soumis à la Commission pour rendre compte de l'administration et de la situation financière du Centre ainsi que de l'exécution de son programme de travail.

### I. PRINCIPAUX FAITS ET RÉSULTATS EN 2006

#### A. Administration du Centre

2. Le Comité technique et le Conseil d'administration du Centre se sont réunis à Bogor (Indonésie), les 24 et 25 janvier et les 26 et 27 janvier 2006 respectivement. L'élection du Conseil d'administration a eu lieu à la soixante-deuxième session de la Commission, tenue à Jakarta en avril 2006. Le Conseil comprend actuellement les membres suivants: Bangladesh, France, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Pakistan, République de Corée et Thaïlande. Les Philippines sont un membre supplémentaire.

3. En mettant au point les activités du Centre, on a tenu compte des observations et recommandations du Conseil d'administration concernant le financement, la participation des pays membres, la gestion du savoir ainsi que diverses autres questions. Le Centre a participé à plusieurs réunions et ateliers de haut niveau.

4. Conformément à la recommandation du Conseil d'administration, le programme de recherche-développement a été divisé en deux rubriques thématiques: a) la transformation des économies rurales et b) les politiques de développement rural favorables aux pauvres. Le premier thème est analytique et descriptif, tandis que le deuxième est plus normatif. Les deux balisent la voie à suivre pour réduire la pauvreté par le développement des cultures secondaires.

5. Jusqu'en juillet 2006, le Centre a été administré par un directeur. Depuis lors, ce poste est resté vacant, faute de financement extrabudgétaire. En août, l'économiste principal du Centre a donc été nommé fonctionnaire responsable par le Secrétaire exécutif de la CESAP.

6. Conformément aux recommandations du Comité technique et du Conseil d'administration, la priorité a été accordée au renforcement des capacités et des ressources humaines du Centre. En 2006, les effectifs ont ainsi été sensiblement étoffés grâce au soutien de l'Australie et des Pays-Bas. Le Gouvernement indonésien a mis à la disposition du Centre les services d'un nouveau responsable de programme pour la recherche-développement, ce qui représente un renfort considérable. Deux stagiaires ont travaillé au Centre durant l'année 2006.

---

<sup>1</sup> Résolution 60/5 de la Commission, en date du 28 avril 2004, annexe.

7. Grâce au soutien constant très apprécié du pays hôte (en espèces et en nature), aux ressources allouées par la CESAP et aux contributions des États membres, la situation financière du Centre s'est redressée. Plusieurs États membres envisagent actuellement d'accroître leurs contributions. Les contributions du Ministère indonésien de l'agriculture ont permis de mettre au point un bon portefeuille de recherche-développement, ce qui permettra de renforcer encore, en 2007 et au-delà, les activités du programme et le travail normatif. Des contributions accrues continuent toutefois de s'imposer si l'on veut conforter l'assise du Centre. Un nouvel accord entre le Gouvernement indonésien et l'ONU concernant le Centre est en cours d'élaboration.

8. En 2006, le Centre a renforcé les services fournis aux pays membres. Huit séminaires nationaux ont eu lieu dans huit pays, et six autres séminaires/ateliers ont été organisés en Indonésie, dont un pour l'ensemble de la région. C'est grâce au concours de l'institution nationale partenaire que tout cela a été possible. L'intérêt accru des utilisateurs pour les produits du Centre (avec 43 000 documents téléchargés en format pdf) montre que ce dernier continue d'occuper un créneau bien précis. Les utilisateurs des pays en développement constituent à présent 50% du nombre total d'utilisateurs des produits du Centre.

9. Les relations avec les organisations internationales et les partenaires internationaux ont été continuellement resserrées en 2006, à la faveur de visites et de discussions. De nouveaux projets de collaboration ont été conçus avec la Banque mondiale et le Mécanisme indonésien d'appui à la décentralisation, et des discussions ont commencé avec la Fondation Ford, la Fondation Asie, le Centre australien de la recherche agricole, l'Office allemand de coopération technique, le Centre pour les questions de développement international de Nijmegen, et l'Agence australienne de développement international. Les discussions ont continué avec le Fonds international de développement agricole, la Banque asiatique de développement, le Centre français de recherche agricole pour le développement international, l'Union européenne, l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, le Centre international de la pomme de terre, le Centre international japonais de recherches en agronomie, l'Agence japonaise de coopération internationale, le Centre de recherches pour le développement international, l'Institut de recherche en économie agricole de l'Université de Wageningen (Pays-Bas) ainsi que divers organismes d'aide bilatérale. En outre, les relations avec l'université ont été renforcées, en particulier avec des universités d'Australie, d'Indonésie et des Pays-Bas. L'envoi de stagiaires et de chercheurs débutants au Centre est très importante pour inscrire ces relations dans la durée et les resserrer encore davantage.

10. En 2006, la formation du personnel s'est poursuivie et développée. La gestion participative a permis de mobiliser davantage le personnel, ce qui a notamment suscité un sentiment plus vif de responsabilité partagée. Il est désormais clair que le Centre a besoin d'un plus grand nombre de cadres, afin de renforcer encore ses programmes et les services fournis aux États membres.

11. Les deux parties suivantes décrivent les progrès réalisés en 2006 dans l'exécution des programmes du Centre, et les principaux jalons: la première porte sur le service d'information du Centre

et sur son programme de recherche-développement ainsi que sur les séminaires, ateliers et activités de formation organisés.

### **B. Programme de service d'information et de base de données**

12. La base de données couvre actuellement 16 pays d'Asie, et une partie des données ont été mises à jour jusqu'à 2005. La bibliothèque a diffusé plus de 5 900 documents dans le monde entier, et lancé un nouveau système de diffusion par courrier électronique, qui compte 900 destinataires. Le site Web présente chaque semaine les dernières informations. Le nombre de visites du site Web a enregistré une nouvelle augmentation (atteignant 60 000), de même que le nombre de fichiers téléchargés (43 000), par rapport aux résultats déjà spectaculaires obtenus en 2005. Les visites du site Web, ainsi que les téléchargements de documents et de supports divers, ont été effectués majoritairement par les utilisateurs de la région de l'Asie et du Pacifique, suivis de ceux des États-Unis d'Amérique. Le Centre a produit 10 documents de travail et une monographie, en plus des livraisons ordinaires de *CAPSA Flash* et de *Palawija News*. Tous ces documents ont été affichés en ligne, de même que tous les documents et bulletins d'information produits depuis la création du Centre.

13. Le programme de travail pour 2007 a comme aspects marquants l'inclusion d'indicateurs de la pauvreté, l'extension de la base de données aux pays insulaires du Pacifique, l'augmentation de la capacité du site Web et le passage de ce dernier au bilinguisme (anglais et indonésien).

### **C. Programme de recherche-développement**

14. Le programme de recherche-développement a servi à mettre en œuvre 8 projets en cours, à en formuler 9 autres et à conduire 16 ateliers et séminaires. Conformément aux recommandations faites par le Comité technique en 2006, le Centre a divisé ses activités selon deux thèmes: a) la transformation des économies rurales et b) les politiques de développement rural favorables aux pauvres. La présente section porte sur les projets en cours et les projets en préparation.

15. Deux projets ont été achevés en 2006: a) Recensement des facteurs favorables au développement durable d'une agriculture diverse dans certains pays d'Asie (AGRIDIV), et b) Étude des impacts de l'aide aux exportations et de l'aide alimentaire sur la sécurité alimentaire (GRET). Les travaux de terrain et l'établissement de rapports initiaux concernant la sécurité alimentaire et le développement communautaire, dans le contexte du projet relatif à la décentralisation, ont été achevés en 2006.

16. En 2007, trois projets vont se poursuivre: a) Ressorts de la pauvreté rurale à long terme (LTDRP), b) Analyses de l'impact de l'intégration économique sur l'agriculture (ECOIN), et c) Mise au point d'une méthode pour analyser la viabilité de l'utilisation des ressources de la biomasse en Asie tropicale (BIOMASS). Les projets ECOIN et BIOMASS sont mis en œuvre en collaboration avec le Centre international japonais de recherches en agronomie.

17. Quatre propositions de projet sont en cours de préparation: a) Sortir de la pauvreté en s'appuyant sur les intervenants concernés (PATHWAY), dans le cadre du projet LTDRP; b) Augmenter la valeur des produits frais et transformés en les labellisant (CERT); c) Prévisions et perspectives du développement des cultures secondaires dans les zones humides, Java occidental (Indonésie) (OUTLOOKSEC); et d) Relier les petits producteurs de mangues au marché dynamique en Indonésie (REMARK), dans le cadre d'un projet de recherche international fondé sur la collaboration, baptisé *Regoverning Market* (reréguler le marché).

18. *Enseignements tirés de l'élaboration de projets*: En 2005 et 2006, deux projets ont été mis au point pour l'Union européenne: Renforcer les moyens de subsistance par des recherches sur l'action participative (ELPAR), projet auquel devraient participer le Bangladesh, l'Inde, Sri Lanka et le Viet Nam; Faire profiter les ruraux pauvres de la valeur ajoutée en Asie et dans le Pacifique (INCO-VALAD), projet qui s'inscrit dans le cadre du Programme de coopération internationale et auquel devraient participer 12 pays de la région. Ces projets n'ont toutefois pas été approuvés, ce dont on peut notamment tirer les enseignements suivants: a) on ne peut tenir pour acquis que le mandat du CERPEDECS soit aisément compris; b) il faut accorder une plus grande attention aux nombreuses formalités requises par l'Union européenne, y compris celles de ses institutions partenaires; c) il faut se consacrer entièrement (pendant le temps nécessaire) aux propositions de projet pour les rendre plus substantielles; et d) les préparatifs doivent démarrer plus tôt quand on prévoit de collaborer avec des institutions partenaires.

## II. TROISIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

19. La troisième session du Conseil d'administration du CERPEDECS a eu lieu à Bogor (Indonésie) les 18 et 19 janvier 2007.

20. Le Président de la session et l'économiste principal du Centre ont souhaité la bienvenue aux membres du Conseil d'administration, observateurs et invités. Dans son allocution, le Secrétaire exécutif de la CESAP a rappelé qu'il oeuvrait pour revitaliser le Centre, et évoqué le rôle crucial de l'Indonésie en la matière; il a invité le Conseil d'administration à examiner les progrès accomplis par le Centre, et à communiquer à ce dernier de nouvelles orientations. Le Ministre assistant chargé des relations internationales et de la coopération internationale (Ministère indonésien de l'agriculture) a souhaité la bienvenue à tous les participants, et souligné que son pays attachait beaucoup d'importance au CERPEDECS, notant aussi le niveau de priorité très élevé que son Gouvernement accordait à la réduction de la pauvreté.

21. La session a réuni des représentants des pays suivants: France, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Japon, Pakistan, Philippines, République de Corée et Thaïlande. Étaient également présents en tant qu'observateurs des représentants des pays et organisations ci-après: Cambodge, Malaisie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka et Viet Nam; secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Organisation des

Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque mondiale, Centre international de la pomme de terre, Centre français de recherche agricole pour le développement international, Programme des Nations Unies pour le développement et Université agricole de Bogor.

22. Le Conseil a élu M. P.K. Joshi (Inde) Président, M. Hemachandra Ranathunga (Sri Lanka) Vice-Président, et M. Naoyasu Murayama (Japon) Rapporteur.

23. Le Conseil a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la session.
2. Élection du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Rapport sur les activités du Centre en 2006.
5. Programme de travail pour 2007 et au delà.
6. Rapport de gestion du Centre.
7. Mobilisation des ressources.
8. Projet de rapport sur le Centre à soumettre à la Commission à sa soixante-troisième session.
9. Questions diverses.
10. Adoption du rapport de la session.
11. Clôture de la session.

### **III. ADMINISTRATION ET PROGRAMME DE TRAVAIL**

24. Le Centre a présenté ses activités de 2006 et son programme de travail pour 2007 à la troisième session de son Conseil d'administration. Les exposés ont porté sur le rapport de gestion, la mobilisation des ressources, le programme de service d'information et de base de données et le programme de recherche-développement.

### **IV. DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS**

25. Le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail pour 2007 et au delà. Il a recommandé:

- a) Que le Centre se focalise toujours davantage sur la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires, compte tenu de l'évolution de son mandat;
- b) Que le Centre mette au point une stratégie à moyen et long termes pour la mobilisation des ressources;

c) Que la CESAP resserre les liens entre les activités du Centre et ses propres travaux en général (concernant en particulier la place du Centre dans le programme de réduction de la pauvreté de la CESAP), et qu'elle accorde au Centre un soutien vigoureux;

d) Que la CESAP donne au Centre l'occasion de présenter ses activités au Comité de la réduction de la pauvreté.

26. Le Conseil d'administration a accueilli favorablement la suggestion du Secrétaire exécutif de la CESAP, visant à confier au Centre le volet opérationnel des projets de la CESAP relatifs aux méthodes de développement rural en Indonésie et à Sri Lanka; il a suggéré que le Centre s'emploie à étendre son programme à l'Asie occidentale et à l'Asie centrale, et qu'il envisage d'organiser un séminaire en République islamique d'Iran, auquel seraient invités les pays d'Asie occidentale, notamment l'Afghanistan, pour recenser et examiner leurs besoins et trouver la manière d'y répondre conjointement. Le Conseil d'administration a en outre vivement engagé la CESAP à agir pour que soient affectés au Centre, pour le long terme, davantage de fonctionnaires des Nations Unies, et en particulier du personnel de programme ainsi que des experts; il a prié les délégués des pays membres de soutenir le Centre, notamment en essayant d'obtenir une augmentation des contributions desdits pays membres.

27. Le Conseil d'administration s'est félicité de la bonne exécution du programme de travail du Centre en 2006, et a accueilli favorablement son plan de travail pour 2007 et au delà.

28. Le représentant de l'Indonésie a évoqué la rotation des lieux de réunion du Conseil d'administration. Ce dernier en a accepté l'idée, estimant que cela stimulerait le sentiment d'«appropriation» parmi ses membres. Le Conseil a demandé à l'économiste principal du Centre d'envisager avec les pays membres la possibilité de tenir la réunion suivante hors d'Indonésie. Plusieurs membres ont laissé entendre que la réunion suivante pourrait avoir lieu en Inde. Le représentant de l'Inde a proposé au Centre de soumettre au Gouvernement indien une proposition dans ce sens.

29. Il a aussi été proposé que la session suivante du Comité technique ait lieu dans le cadre d'une activité scientifique, en séquence avec la quatrième session du Conseil d'administration. Cela permettrait de susciter un intérêt plus vif, tout en examinant diverses questions techniques. Plusieurs représentants ont annoncé qu'ils soumettraient la question à leurs gouvernements respectifs.

30. L'économiste principal du Centre a exposé les contraintes de calendrier pesant sur la session du Conseil d'administration. Le rapport du Conseil devait être prêt pour la première semaine de février, afin que le secrétariat de la CESAP puisse y travailler en prévision de la session annuelle de la Commission, qui se tiendrait en mai 2007. Il a en outre été expliqué que les dates actuelles de la session du Conseil d'administration, à savoir la troisième semaine de janvier, posaient problème à certains pays membres. Le Conseil a proposé que le Centre reste saisi de la question et consulte les pays membres. Le représentant d'une délégation a indiqué qu'il serait préférable de tenir la session du Conseil durant la première semaine de février plutôt qu'en novembre.



31. Un représentant du secrétariat de la CESAP a fait remarquer que le Centre devait réfléchir aux incidences budgétaires d'un tel changement, eu égard au fait que le personnel du Centre devrait quitter l'Indonésie pour se rendre au lieu de réunion.

32. Le Conseil d'administration a demandé au Centre de donner suite à sa suggestion, et de lui soumettre des solutions pratiques dès que possible.

#### V. ANNONCES DE CONTRIBUTION ET CONTRIBUTIONS

33. Le représentant de l'Indonésie a annoncé que son Gouvernement verserait en 2007 une contribution au moins égale au montant actuel.

34. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a annoncé que son Gouvernement s'était engagé à verser en 2007 une contribution de 4 000 dollars É.-U.

35. Les représentants du Cambodge, de la Malaisie, du Myanmar, de Sri Lanka et du Viet Nam ont indiqué qu'ils saisiraient leur gouvernement de cette question pour qu'il y soit donné suite.

36. Le représentant de la République islamique d'Iran a annoncé que son Gouvernement était prêt à verser une contribution au Centre, mais qu'il serait bon que les programmes du Centre couvrent spécifiquement les pays de l'Organisation de coopération économique (OCE) ou ceux d'Asie occidentale et d'Asie centrale. Le Conseil a proposé que le Centre organise un séminaire conjoint avec les pays de l'OCE et l'Afghanistan, afin de recenser les besoins et de mettre au point d'éventuelles activités.

37. Le représentant du Japon a indiqué que son Gouvernement avait versé 10 000 dollars É.-U. au Centre en 2006. Le Japon envisageait de verser la même somme en 2007, en fonction de la manière dont progresseraient les discussions sur la réforme de la CESAP.

38. Le représentant de la République de Corée a annoncé que son Gouvernement verserait en 2007 une contribution de 10 000 dollars É.-U., et accroîtrait ce montant à l'avenir.

39. Le représentant de la Thaïlande a annoncé que son Gouvernement avait l'intention de verser en 2007 une contribution de 10 000 dollars É.-U.

40. Le représentant de la France a déclaré que son Gouvernement s'était engagé à soutenir un projet de recherche, et que son soutien institutionnel dépendrait du résultat de la réforme de la CESAP et de l'ONU.

41. Le représentant de l'Inde a déclaré que son Gouvernement avait versé une contribution de 10 000 dollars É.-U. en 2006, et que l'éventualité d'une augmentation en 2007 serait envisagée.

42. Les représentants du Centre français de recherche agricole pour le développement international, et du Centre international japonais de recherches en agronomie, ont déclaré que leurs organismes respectifs poursuivraient leur partenariat avec le Centre en 2007.

*Annexe I*

**EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL EN 2006**

**Programme de service d'information/base de données**

**Récapitulatif des résultats**

**Résultats des activités en 2006**

1. En 2006, le site Web du CERPEDECS a été «visité» à 60 000 reprises, depuis 97 pays: plus de 21 000 fois depuis l'Asie et le Pacifique, 18 000 fois depuis le Canada et les États-Unis, 5 000 fois depuis l'Europe, et 13 000 fois depuis d'autres régions, y compris l'Afrique et l'Amérique latine. Ces résultats témoignent de la portée mondiale du CERPEDECS. Durant la même période, des utilisateurs de 86 pays ont téléchargé environ 43 000 fichiers en format PDF (monographies, documents de travail, *CAPSA Flash* et *Palawija News*). De nombreux utilisateurs (plus de 18 000) se trouvaient en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada (environ 15 000); venaient ensuite l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine.
2. En 2006, la Section chargée de la base de données a affiché sur le Web la quasi-totalité des publications du CERPEDECS. Le moment venu, toutes les publications seront téléchargeables gratuitement. Ont également été ajoutés 6 documents de travail, 2 monographies, ainsi que 13 numéros de 2006 de *CAPSA Flash* et *Palawija News*.
3. La Section a offert aux utilisateurs une autre manière de télécharger tous les documents de travail et monographies du Centre, en utilisant le moteur de recherche AgEcon (<http://agecon.lib.umn.edu/>). Ce site Web propose une bibliothèque de publications scientifiques relatives à l'économie agricole et appliquée, disponibles en texte intégral. Cette bibliothèque a été conçue et est tenue à jour par l'Université du Minnesota (États-Unis). Depuis février 2006, 493 documents de ce type ont été téléchargés.
4. En 2006, des données nationales et provinciales relatives à divers pays (Cambodge, Chine, Iran (République islamique d'), Japon, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, République de Corée) ont été ajoutées et affichées en ligne. On y trouve actuellement des données concernant au total 16 pays d'Asie, dont le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam.
5. Les publications acquises par la bibliothèque traitent principalement de la pauvreté et du développement rural, conformément au nouveau mandat du CERPEDECS. Ce dernier reçoit un financement annuel du Centre indonésien de recherche-développement en cultures vivrières, pour l'achat d'ouvrages de statistique publiés en Indonésie ainsi que d'autres achats dans le pays. La bibliothèque s'est associée à une initiative locale de la Banque mondiale, qui vise à partager les ressources et l'expérience entre les centres d'information des organisations internationales établies à Jakarta et aux alentours.

6. Le CERPEDECS continue de promouvoir sa bibliothèque, utilisant pour ce faire des affiches et des brochures qui sont distribuées aux universités. La bibliothèque a en outre commencé à envoyer directement du courrier électronique; c'est là un moyen de communication efficace, rapide et bon marché, qui a été bien accueilli par les clients concernés (plus de 900 utilisateurs). Des exemplaires imprimés continuent néanmoins d'être envoyés par courrier ordinaire à des destinataires bien précis, comme les bibliothèques et les universités, ainsi qu'à certains particuliers sur leur demande.

#### **Projets pour 2007**

1. En 2007, il est prévu d'inclure des indicateurs de la pauvreté dans la base de données du CERPEDECS. Celui-ci a demandé que lui soit affecté à cette fin un employé d'une organisation non gouvernementale australienne.
2. La création d'un site Web bilingue (anglais et indonésien) est envisagée, la première étape vers un site multilingue. L'affichage en ligne de toutes les publications du CERPEDECS devrait être terminé en 2007.
3. La bibliothèque lancera un nouveau service visant à attirer davantage d'utilisateurs, en permettant à ceux-ci de faire des recherches bibliographiques sur la Toile.
4. Le CERPEDECS a proposé au secrétariat de la CESAP qu'un stagiaire soit affecté à la bibliothèque, afin de fournir aux utilisateurs des services encore meilleurs et plus rapides.

### **Programme de recherche-développement**

#### **Récapitulatif des résultats**

#### **Activité 1. Projets en cours**

#### **Thème 1. Transformation des économies rurales**

1. LTDRP: Ressorts de la pauvreté rurale à long terme: un projet de recherche fondé sur le retour dans les villages visités.

Dans le cadre du projet LTDRP a été lancé le projet relatif aux communautés rurales et à la décentralisation (DECENT 1), avec pour objectif d'analyser les ressorts de la pauvreté rurale à long terme (terre, main-d'œuvre et marchés financiers; développement des infrastructures physiques et institutionnelles; la politique agricole et rurale, et son impact sur les ménages agricoles et l'économie rurale).

La méthode de recherche est intégrée et exploratoire, recourant à des cas vécus ainsi qu'à l'analyse des politiques. Le projet a été scindé en trois phases: la phase I a consisté en une étude pilote réalisée à Java; la phase II sera mise en œuvre dans d'autres régions d'Indonésie; et la phase III, dans d'autres pays.

La phase I a été menée par trois équipes de chercheurs, à savoir: a) l'équipe A, dirigée par M. Sediono Tjondronegoro; b) l'équipe B, dirigée par M. Willem Wolters (Université de Wageningen)/M. Taco Bottema; et c) l'équipe C, dirigée par M. William Collier/M. Taco Bottema.

Le travail de terrain préliminaire a été réalisé par l'équipe A en octobre 2005. Le travail de terrain réalisé par l'équipe B portait sur une nouvelle enquête, continue et intensive, réalisée par l'équipe C dans trois villages de l'est de Java: Sumokembangsri, Gemarang et Sukosari. Des informations détaillées concernant les efforts des villageois et des autorités locales, ainsi que les conclusions et hypothèses émanant de l'étude exploratoire, ont été publiés en mars 2006 dans le bulletin trimestriel du Centre, *Palawija News*. Les principales conclusions des recherches entreprises par les équipes B et C ont été examinées lors de séminaires qui ont eu lieu à Surabaya et Jakarta en novembre et décembre 2006.

2. GRET: Étude des impacts de l'aide aux exportations et de l'aide alimentaire sur la sécurité alimentaire: produits choisis: sucre, lait et graine de soja.

Cette étude a été entreprise dans le cadre d'une étude internationale comparative, demandée par la Direction générale de l'agriculture et du développement rural (Commission européenne) et confiée au Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET) en France. Pour accomplir cette tâche, le Centre a créé une équipe comprenant certains de ses propres cadres, ainsi que des employés du Centre indonésien pour l'étude des politiques agricoles et socioéconomiques, et de l'Agence nationale indonésienne de la sécurité alimentaire. L'étude a été réalisée minutieusement et dans les délais prévus, et elle a satisfait le GRET et la Direction générale de l'agriculture.

Le rapport a d'abord attiré l'attention sur les conditions politiques, institutionnelles et commerciales propres à l'Indonésie. Les effets sur le consommateur sont envisagés d'un point de vue macro (avec une attention particulière pour la balance commerciale du pays), et d'un point de vue micro (l'accent étant mis sur les ménages privés de sécurité alimentaire). La section relative aux effets sur la production intérieure analyse notamment le niveau actuel de compétitivité caractérisant les filières des trois produits concernés, et la possibilité d'améliorer la situation à cet égard.

La conclusion ouvre la voie à de nouvelles recherches et analyses concernant l'impact des politiques agricoles et commerciales des pays développés sur la sécurité alimentaire en Indonésie.

3. VALAD: Élaboration d'une approche globale pour éliminer la pauvreté extrême et la faim par le développement des cultures vivrières secondaires à valeur ajoutée.

Ce projet est l'une des activités prévues dans le programme du Centre pour 2005-2006. En tant qu'activité initiale de lancement, ce projet est lié à l'objectif I du Millénaire pour le développement: réduction de l'extrême pauvreté et de la faim. Il a pour groupes cibles les responsables politiques, les responsables de recherche de haut niveau, les agriculteurs pauvres et marginalisés, ainsi que les petits entrepreneurs. Il vise à formuler des politiques de soutien efficaces et concrètes, afin de développer dans la région un marché industriel pour les cultures secondaires, au bénéfice des agriculteurs pauvres.

Les produits du projet comprennent une proposition de projet formant un tout à soumettre aux donateurs potentiels et aux pays et organisations participants, afin de recevoir leur soutien, de coopérer avec eux, de renforcer le travail de terrain dans le cadre de la collaboration, et de tisser un réseau reliant les pays participants.

Au titre de cette activité, on a mis au point un projet visant à augmenter la valeur des produits frais et transformés en les labellisant (CERT). Ce projet est en cours d'examen et a obtenu un financement.

4. ECOIN: Analyse de l'impact de l'intégration économique sur l'agriculture, et mesures proposées pour réduire la pauvreté dans les zones rurales d'Asie de l'Est.

L'Asie de l'Est a atteint un niveau élevé d'autosuffisance alimentaire, et une croissance économique rapide; les inégalités se sont toutefois creusées, dans les zones rurales ainsi qu'entre ville et campagne.

En Asie de l'Est, la récente et rapide intégration de l'économie ouvrira d'intéressantes possibilités de réduire la pauvreté et ses effets négatifs. Même certains pays et régions au développement tardif, comme le Cambodge, la République démocratique populaire lao et la Chine continentale, créent de nouveaux débouchés pour leurs produits agricoles vers des pays en développement plus avancés et vers les marchés internationaux. La transition vers une telle agriculture à haute valeur entraînera une plus grande intégration entre l'entreprise et le secteur agricole, et rendra possible une évolution structurelle de l'agriculture traditionnelle.

Le projet ECOIN a pour objet de: a) déterminer l'impact de l'intégration économique sur l'agriculture en Asie de l'Est, et en particulier sur l'agriculture diversifiée et à haute valeur; b) diversifier les sources de revenu et l'accès à l'emploi, en intégrant les activités agricoles et la commercialisation des produits; et c) proposer des moyens de tirer parti de l'intégration économique et d'en réduire au minimum les effets négatifs, afin de lutter contre la pauvreté. Les résultats de l'étude seront communiqués aux responsables politiques chargés de la réduction de la pauvreté. Le Cambodge, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam participent au projet.

En 2006, une enquête sur les ménages ruraux a été réalisée en Indonésie dans un village visé par l'étude, afin de déterminer l'impact des récents changements ayant affecté la situation sociale et économique de ces ménages. L'étude a été menée par un chercheur invité, dont les services ont été fournis par le Centre international japonais de recherches en agronomie; le CERPEDECS a fourni des services d'appui à la recherche, y compris des bureaux et du personnel d'appui, ainsi que l'accès à sa base de données.

## **Thème 2: Politiques de développement rural favorables aux pauvres**

5. AGRIDIV: Recensement des facteurs favorables au développement durable d'une agriculture diverse dans certains pays d'Asie: prolongation des activités de diffusion du projet, afin de recommander des mesures aux gestionnaires et planificateurs de la recherche.

En 2006, huit séminaires ont été organisés dans les pays pour diffuser les conclusions de l'étude auprès des planificateurs de tous les pays participants: Bangladesh, Inde, Indonésie, Myanmar, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande et Viet Nam. Des scientifiques et des responsables politiques du pays concerné ont été invités, et les mesures recommandées ont été examinées par les participants.

Les rapports sur les études de pays de la phase I concernant l'Indonésie, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande ont été publiés, ainsi que les rapports de la phase II concernant l'Indonésie, le Myanmar, la République démocratique populaire lao, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam, de même qu'un rapport intégré. Les documents que les équipes chargées des études de pays ont présentés à l'atelier tenu à Bogor (Indonésie) du 6 au 9 décembre 2005 (avec pour thème «Prospérité rurale et cultures secondaires: vers des recherches et des politiques appliquées favorables aux pauvres en Asie et dans Pacifique») ont été publiés avec le compte rendu des travaux de l'atelier. Les rapports d'étude ont été affichés sur le site Web du Centre, ce qui offre aux responsables de la recherche et aux planificateurs un accès aisé aux informations rassemblées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux recommandations visant à réduire la pauvreté en diversifiant l'agriculture.

Les résultats de l'étude régionale ont été publiés sous la forme d'un article intitulé «Prioritization of technological development goals for poverty alleviation through sustainable and diversified agriculture» (Hiérarchisation des objectifs de développement technologique pour la réduction de la pauvreté au moyen d'une agriculture durable et diversifiée), paru dans la livraison de décembre 2006 de la revue *Asia-Pacific Development Journal* (ST/ESCAP/2432).

Le compte rendu des travaux d'un séminaire national, organisé en Indonésie, a été publié en indonésien par le Centre indonésien pour l'étude des politiques agricoles et socioéconomiques, en collaboration avec le CERPEDECS.

6. SECOD: Sécurité alimentaire et développement communautaire dans le contexte de la décentralisation.

Ce projet d'une durée d'un an a commencé en juillet 2006, et résulte de la collaboration entre le CERPEDECS et le Ministère indonésien de l'agriculture. Il est financé par le Gouvernement indonésien, et coordonné par le Bureau de la planification et des finances (Ministère de l'agriculture). Il bénéficie de l'appui technique du CERPEDECS et du Centre indonésien pour l'étude des politiques agricoles et socioéconomiques.

Les objectifs en sont les suivants: a) décrire la situation et son évolution en matière de sécurité alimentaire, au niveau des ménages et au niveau régional; b) analyser les programmes de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, au niveau des ménages et au niveau régional; c) proposer des mesures propres à garantir la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté, en autonomisant les communautés rurales et les agriculteurs en cette époque de décentralisation. Les produits du projet sont

des rapports sur la situation et les indicateurs de la sécurité alimentaire, de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, au niveau régional et au niveau des ménages, ainsi que l'élaboration de mesures propres à garantir la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté, en autonomisant les communautés rurales et les agriculteurs en cette époque de décentralisation.

En septembre 2006, une enquête de terrain a été menée par les équipes de projet dans l'est de Java, au Nusa Tenggara occidental, et au Kalimantan Occidental.

En novembre 2006, un séminaire a été organisé au Bureau de la planification et des finances (Ministère de l'agriculture, Jakarta) pour examiner les rapports de projet. Le Centre financera la publication de la version anglaise de ces rapports, sous la forme de documents de travail du CERPEDECS.

7. RENEW: Élaboration d'une approche globale pour réduire la pauvreté grâce au développement écologiquement durable, et en particulier à la production d'énergie renouvelable.

Un séminaire d'une journée, consacré au financement des énergies de substitution en faveur du développement rural, de la réduction de la pauvreté et de la sécurité énergétique, a eu lieu à Jakarta le 27 novembre 2006. Il faisait suite à une recommandation formulée à la soixante-deuxième session de la Commission (Jakarta, avril 2006) lors de discussions en groupes parallèles; il s'est déroulé en même temps que la cinquante et unième réunion du Comité exécutif et du Forum de direction de l'Association du crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est également tenue à Jakarta les 27 et 28 novembre 2006, en collaboration avec l'Association, la Banque d'Indonésie, Bank Rakyat Indonesia, la banque Bukopin et l'Université agricole de Bogor. Le séminaire avait pour objectif général d'attirer l'attention des milieux d'entreprise et des milieux bancaires sur les perspectives commerciales offertes par l'énergie renouvelable, et sur le rôle que cette dernière peut jouer en matière de réduction de la pauvreté. Les travaux du séminaire seront publiés.

8. BIOMASS: Mise au point d'une méthode pour analyser la viabilité de l'utilisation des ressources de la biomasse en Asie tropicale.

Après l'entrée en vigueur, en février 2005, du Protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, une attention plus grande a été consacrée au développement de l'utilisation des ressources de la biomasse. Dans les pays d'Asie tropicale en particulier, eu égard à leur énorme potentiel en matière de production d'énergie à partir de la biomasse, divers projets portant sur la production à grande échelle de cultures énergétiques comme le manioc, le palmier à huile et la canne à sucre, seront mis en œuvre prochainement, dans le cadre des initiatives lancées par les pays industrialisés qui ont accepté l'obligation de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en vertu du Protocole de Kyoto.

Pour garantir l'utilisation durable des ressources de la biomasse, il est essentiel de mettre au point des méthodes permettant de concevoir et d'évaluer des systèmes de gestion des ressources de la biomasse. Cette étude vise à créer une base de données pouvant servir à évaluer le potentiel de production d'énergie à partir de la biomasse, la faisabilité économique d'une telle option ainsi que sa viabilité environnementale.

En 2006, des séries de données relatives aux ressources de la biomasse en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et au Viet Nam ont été compilées. Ces séries contiennent des informations sur la surface de récolte, les coûts de production et les politiques de soutien aux cultures énergétiques dans les quatre pays concernés. Cette étude a été effectuée par un chercheur invité détaché par le Centre international japonais de recherches en agronomie; le CERPEDECS a fourni des services d'aide à la recherche, y compris des bureaux et du personnel d'appui, ainsi que l'accès à sa base de données.



**Activité 2: Ateliers/séminaires/cours de formation**

	<b>Titre</b>	<b>Date</b>	<b>Lieu</b>
<b>Thème 1. Transformation des économies rurales</b>			
1.	Séminaire sur les ressorts de l'économie sociale rurale: études de cas dans trois villages de l'est de Java	23 décembre 2006	Malang, Java oriental (Indonésie)
2.	Discussion ciblée et présentation concernant l'avenir de la politique alimentaire en Indonésie	5 décembre 2006	Bogor (Indonésie)
3.	Séminaire sur la sécurité alimentaire et le développement communautaire à l'ère de la décentralisation	28 décembre 2006	Jakarta
<b>Thème 2. Politiques de développement rural favorables aux pauvres</b>			
1.	Huit séminaires organisés dans les pays, dans le cadre des projets visant à recenser les facteurs favorables au développement durable d'une agriculture diverse dans certains pays d'Asie:		
	a) Réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires en Indonésie	23 mars 2006	Bogor (Indonésie)
	b) Réduction de la pauvreté par la diversification de l'agriculture	20-21 mars 2006	Colombo
	c) Réduction de la pauvreté par la diversification de l'agriculture au Viet Nam	9-10 mars 2006	Hanoi
	d) Impact du développement des cultures secondaires sur la réduction de la pauvreté, par la diversification de l'agriculture	7 mars 2006	Yangon
	e) Réduction de la pauvreté par la diversification de l'agriculture	2-3 mars 2006	Vientiane
	f) Diversification de l'agriculture et de l'agroindustrie pour réduire la pauvreté par la promotion des cultures secondaires	27 février 2006	Dhaka
	g) Sécurité des moyens de subsistance au moyen des cultures secondaires en Inde	20-21 février 2006	New Delhi
	h) Réduction de la pauvreté par la diversification de l'agriculture: le cas de la Thaïlande	16-17 février 2006	Chiang Mai (Thaïlande)
2.	Séminaire national sur le développement du secteur agroindustriel s'appuyant sur les cultures secondaires en Indonésie: son rôle dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire	13 juillet 2006	Bogor (Indonésie)
3.	Séminaire sur le financement des sources d'énergie de substitution pour favoriser le développement rural, la réduction de la pauvreté et la sécurité énergétique	27 novembre 2006	Jakarta
4.	Discussion et présentation concernant la mise au point de biocombustibles en Inde (pauvreté, perspectives économiques, solution institutionnelle et finances)	28 novembre 2006	Jakarta
5.	Séminaire sur l'éducation au service du développement durable: biocombustible et développement durable	29 novembre 2006	Jakarta

*Annexe II*

**PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ POUR 2008-2009<sup>a</sup>**

<b>Objectif du sous-programme</b>	Progresser sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques et de programmes de croissance économique, de développement et de réduction de la pauvreté, par les gouvernements, la société civile et le secteur privé en Asie et dans le Pacifique, en particulier dans les pays les moins avancés
<b>Réalisation escomptée</b>	Renforcement des capacités des pays pour qu'ils puissent élaborer et mettre en œuvre des politiques, des projets et/ou des programmes de recherche en matière de développement pour réduire la pauvreté rurale grâce au développement durable des cultures secondaires
<b>Résultat intermédiaire</b>	Les responsables et les planificateurs ont une connaissance et une compréhension claires et à jour de la pauvreté chez les producteurs, marchands et transformateurs de cultures secondaires, ainsi que des orientations et programmes susceptibles de contribuer à la réduction de la pauvreté par le développement des cultures secondaires
<b>Produit A</b>	Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts A.1 Documentation à l'intention des organes délibérants de la CESAP: rapports du CERPEDECS A.2 Assistance au Conseil d'administration du CERPEDECS
<b>Produit B</b>	Autres activités de fond B1. Documentation technique: services d'information et mise au point de la base de données sur le développement des cultures secondaires aux fins de la réduction de la pauvreté
<b>Produit C</b>	Coopération technique/projets de terrain C1. Cours de formation, séminaires et ateliers: séminaires organisés dans les pays sur les politiques et analyses en faveur des pauvres, la diversification de l'agriculture et les interventions au niveau local C2. Projets de terrain: diversification de l'agriculture, réduction des risques, renforcement de la sécurité alimentaire et des revenus au profit des communautés locales (1) (2008); amélioration des moyens de subsistance locaux grâce à des recherches sur l'action participative dans des zones isolées et pauvres (1) (2008); transformation de l'économie locale: analyse de la dynamique à long terme de la réduction de la pauvreté, vers des politiques à long terme favorables aux pauvres (1) (2009); renforcement de l'accès à l'énergie renouvelable pour les pauvres (1) (2009); renforcement de la valeur ajoutée par l'amélioration de la commercialisation et de la certification des produits (1) (2009)

<sup>a</sup> Voir également E/ESCAP/63/22.

*Annexe III*

**PROGRAMME DES ACTIVITÉS POUR 2007**

**Résultats attendus des sous-programmes correspondants de la CESAP**

**Produit A: Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts**

<i>Description des activités</i>	<i>Source de financement prévue</i>
i) Documentation à l'intention des organes délibérants de la CESAP: rapports du CERPEDECS	
ii) Assistance au Conseil d'administration et au Comité technique du CERPEDECS	

**Produit B: Coopération technique/projets de terrain**

<i>Description des activités</i>	<i>Source de financement prévue</i>
<b>Projets en cours</b>	
<b>Thème 1: Transformation des économies rurales</b>	
1. LTDRP (Ressorts de la pauvreté rurale à long terme)	Financement extrabudgétaire (CESAP)
2. ECOIN (Analyses de l'impact de l'intégration économique sur l'agriculture, et mesures proposées pour réduire la pauvreté en milieu rural en Asie de l'Est)	Gouvernement japonais
<b>Thème 2: Politiques de développement durable favorables aux pauvres</b>	
3. BIOMASS (Mise au point d'une méthode pour analyser la viabilité de l'utilisation des ressources de la biomasse en Asie tropicale)	Gouvernement japonais
<b>Fonctionnement et développement des services d'information</b>	
<b>Fonctionnement et développement des services de base de données</b>	
<b>Nouveaux projets</b>	
<b>Thème 1: Transformation des économies rurales</b>	
1. PATHWAY (Sortir de la pauvreté en s'appuyant sur les intervenants concernés: une étude des ressorts de la pauvreté à long terme)	Académie royale néerlandaise des sciences
<b>Thème 2: Politiques de développement durable favorables aux pauvres</b>	
3. CERT (Augmenter la valeur des produits frais et transformés en les labellisant)	Gouvernement français
4. OUTLOOKSEC (Prévisions et perspectives du développement des cultures secondaires dans les zones humides)	Gouvernement indonésien

<p>5. REMARK (Reréguler les marchés: relier les petits producteurs aux marchés dynamiques)</p>	<p>Département du développement international (Royaume-Uni), Cordair, Organisation internationale pour la coopération au développement, Centre de recherches pour le développement international, Agence du développement international (États-Unis)</p>
<p><b>Projets récurrents</b></p>	
<p>7. VALAD (Élaboration d'une approche globale pour éliminer la pauvreté extrême et la faim par le développement des cultures vivrières secondaires à valeur ajoutée)</p>	<p>Gouvernement indonésien</p>
<p>8. RENEW (Élaboration d'une approche globale pour réduire la pauvreté grâce au développement écologiquement durable, et en particulier à la production d'énergie renouvelable)</p>	<p>Gouvernement indonésien</p>

*Annexe IV*

**CONTRIBUTIONS REÇUES EN 2006**

**(Fonds versés au 31 décembre 2006)**

**(en dollars des États-Unis)**

<b>Pays</b>	<b>2006</b>
Bangladesh	1 000
Inde	10 000
Indonésie	121 788,79
Japon	10 000
Philippines	7 881,56
République de Corée	10 000
Thaïlande	10 000
<b>Total</b>	<b>170 670,35</b>

*Annexe V*

**ÉTAT DES COMPTES DU CERPEDECS**

**Situation au 31 décembre 2006**

(en dollars des États-Unis)

	Donateur	Solde reporté (31 décembre 2005)	Contributions (2006)	Dépenses (2006)	Intérêts perçus (2006)	Restitué aux donateurs à la fin du projet (2006)	Solde au 31 décembre 2006
Appui institutionnel	Contribution conjointe	322 198,75	48 881,56	151 640,89	12 210,76		231 650,18
	Gouvernement indonésien	205 231,14	121 788,79	105 545,86	1 159,34		222 633,41
	Total partiel	527 429,89	170 670,35	257 186,75	13 370,10		454 283,59
Projets de coopération technique	Fonds de coopération CESAP-Japon	45 998,92				45 998,92	
	Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche	207 960,09		165 656,87	5 260,40	36 142,83	11 420,79
	Fonds de coopération CESAP-Indonésie	100 281,60		42 166,65	3 661,07		61 776,02
	Centre français de recherche agricole pour le développement international	244,77				244,77	
	Total partiel	354 485,38		207 823,52	8 921,47	82 386,52	73 196,81
	Total	881 915,27	170 670,35	465 010,27	22 291,57	82 386,52	527 480,40

- - - - -